

Quels gilets neufs pour la démocratie ?

Comment caractériser le moment « gilets jaunes » ? S'agit-il d'un mouvement social, d'une vague de fond politique, de l'amorce d'une « démocratie par le débat » ? Quelles leçons en tirer dans une perspective de reconstruction du politique ?

Jean-Pierre DUBOIS et Pierre TARTAKOWSKY, présidents d'honneur de la LDH

Le mouvement des « gilets jaunes » – et ses corrélats : « gilets roses », « stylos rouges », « foulards rouges » – a donné lieu à une foule d'exégèses et ce travail d'analyse est sans doute loin d'être achevé. Il est, de fait, sans précédent. On peut donc penser que les études sociologiques, démographiques, politiques, les sondages d'opinion vont se pencher, pendant encore longtemps, sur ses principales composantes, ses dynamiques de mobilisation, les évolutions de la conflictualité sociale et politique. Les sujets ne manquent pas, qu'il s'agisse des premiers acteurs concernés, du rôle et du poids respectifs du mouvement social et du mouvement syndical, de la relation entre représentation et opinion, du rôle joué par les réseaux sociaux, du rapport entre délibération horizontale et prise de décision... A quoi il faut ajouter d'une part que l'onde de choc est loin d'être épuisée au moment où nous écrivons et que, d'autre part, ses effets dans le champ du politique demeurent relativement imprévisibles, même si l'on peut s'attendre au pire. Le « grand débat » peut ainsi parfaitement déboucher sur un abîme de frustrations rentrées, et la tentation référendaire qui l'accompagne – tant du côté du pouvoir que de ceux qui contestent son

(1) Friedrich von Hayek, il y a maintenant plus d'un demi-siècle...

(2) Edward Bernays déjà il y a cent ans, après avoir retourné l'opinion publique américaine pour lui faire admettre l'entrée en guerre (Woodrow Wilson, qui s'était fait réélire en 1916 sur le slogan « Avec moi, l'Amérique en dehors du conflit européen », avait créé un Committee on Public Information animé par Bernays), travaillant ensuite pour l'industrie agro-alimentaire, persuada des médecins de recommander les œufs au bacon au petit-déjeuner, puis anima une campagne de l'industrie du tabac, utilisant le féminisme pour ouvrir le marché aux femmes, organisa l'Exposition universelle de New York de 1939, en l'intitulant « Democracy » (la City et la démocratie, même combat...), avant de travailler pour United Fruit à l'époque du renversement du président Jacobo Arbenz au Guatemala, etc.

(3) Emmanuel Macron, le 24 janvier, à Bourg-de-Péage.

(4) « La vraie réforme, elle va avec la contrainte, les enfants ! », idem.

(5) Voir ici Yascha Mounk, *Le Peuple contre la démocratie*, Ed. de l'Observatoire, 2018.

autisme – risque fort d'accoucher d'une nouvelle chimère... Le nécessaire travail d'analyse reste donc à approfondir. Nous partirons pour notre part d'un postulat, à savoir que la construction d'une proximité – dans la durée, dans le territoire et dans la formulation publique – d'urgences sociales et d'exigences démocratiques constitue une caractéristique forte et singulière de la période historique, faisant de ce mouvement un objet politique global, au confluent d'une tendance mondiale et d'une singularité institutionnelle.

Une monarchie élective singulière

La tendance mondiale est celle de l'épuisement des formes d'organisation « nationales/démocratiques », face à l'efficacité mondiale des nouveaux pouvoirs dominants. La pensée « néolibérale » a intelligemment anticipé⁽¹⁾ les dynamiques de globalisation qui placent les logiques et mécanismes de marché hors de portée des régulateurs politiques. Ces vingt dernières années les techniques de communication instantanée, massive, ont potentialisé ces mécanismes et renforcé d'autant l'impuissance de la sphère politique. Ou, plutôt qu'impuissance, sa réduction quasi organique à un rôle

de mise en communication par des élus, ramenés au rôle de « délégués *corporate* aux affaires publiques »⁽²⁾, assumant de plus en plus directement des « politiques pro-business » et autres agendas de « réformes nécessaires » à des opinions publiques souvent peu réceptives, voire parfois en opposition frontale. D'où cette résurgence quasi surréaliste des « Gaulois rétifs »⁽³⁾, et la permanence d'un surplomb paternaliste⁽⁴⁾. Lorsqu'elle préconise une « démocratie conforme au marché » (et non l'inverse...), Angela Merkel livre une version *soft* de ces « démonstrations pédagogiques ». Lorsque son collègue Wolfgang Schäuble prévient les électeurs grecs qu'aucune élection ne pourra jamais changer un traité, il est lui en mode *hard*. Il s'agit là d'un mouvement global, au chapitre duquel il faut inscrire l'émergence préoccupante de « démocraties illibérales », avatar *hard* issu du *hard* déjà produit par les affirmations symétriquement inverses de libéralisme a-démocratique : si le néolibéralisme s'identifie à l'impossibilité d'alternances démocratiques, il n'en devient que plus aisé de prétendre rompre avec le libéralisme... non seulement économique mais aussi politique... au nom du peuple⁽⁵⁾.



© G. GARITAN, LICENCE CC

Cette tendance mondiale, qui se manifeste aussi bien aux Etats-Unis d'Amérique qu'en République populaire de Chine, rencontre dans notre pays une singularité constitutionnelle : celle d'une monarchie élective. Accentuée par l'instauration du « quinquennat », elle fait du président de la République le seul gouvernant réel (le mon-arque...) face auquel, comme au siècle de Louis XIV, les parlementaires ne peuvent guère être, au choix, que d'insolents « frondeurs » ou de simples « godillots » marcheurs. Cette verticale du pouvoir a son prix : la désillusion est au diapason des attentes, et plus dure est la chute. Nicolas Sarkozy l'expérimente en 2008, François Hollande en 2013, Emmanuel Macron dix ans plus tard. Les « états de disgrâce » suivent de plus en plus vite, et de plus en plus violemment, les supposés « états de grâce ».

Illusion majoritaire et « nouveau monde »

Dans un tel contexte, gérer l'adversité politique et la conflictualité sociale requiert un maniement expert des machines à débattre. Longtemps l'Elysée a préservé les apparences du dialogue, voire de la négociation : en 1995, puis

Le « grand débat » (ici à Reims, le 2 février 2019) peut parfaitement déboucher sur un abîme de frustrations rentrées, et la tentation référendaire qui l'accompagne – tant du côté du pouvoir que de ceux qui contestent son autisme – risque fort d'accoucher d'une nouvelle chimère...

en 2006. Cette phase a été suivie d'une autre, où le monarque ne recule plus mais prend soin de le dissimuler, comme en 2008-2010, ou encore renonce à en assumer la responsabilité, comme en 2016. L'affaiblissement du syndicalisme, l'écroulement sur lui-même du système des partis autorisent une nouvelle étape, que vient cristalliser l'élection d'Emmanuel Macron. Le nouveau Président se revendique « disruptif », « hors système » et se veut l'incarnation « en même temps » de l'Olympe (Jupiter), et du « nouveau monde ». Las, très vite, les sorties présidentielles sur les « gens qui ne sont rien », les ouvrières « illettrées », les « fainéants », les « enfants », qu'il chapitre, prennent la tour-

nure d'agressions plus violentes encore que celles dont usait un Nicolas Sarkozy. Sans doute l'état d'atomisation des forces politiques issu de l'autodestruction du « hollandisme » et de l'aveuglement « fillonniste » a-t-il encouragé ces transgressions et nourri l'illusion massive d'une victoire telle qu'elle autoriserait une « marche forcée », d'ampleur comparable à la geste thatchérienne.

Les facteurs personnels (la jeunesse, l'absence d'apprentissage par l'échec, l'idolâtrie médiatique de 2016-2017), s'ils ne doivent pas être sous-estimés, ne sauraient tout expliquer. Le seul fait qu'ils jouent un tel rôle témoigne d'une donne institutionnelle déséquilibrée. La construction installée en 2010-2011, avec le quinquennat et le report des législatives aux lendemains de la présidentielle, déforme la représentation politique. Le programme d'Emmanuel Macron a recueilli 8,6 millions de suffrages (24 % des suffrages exprimés) au premier tour, et celui de ses candidats *followers* 7,3 millions au premier tour des législatives (avec 48 % d'abstentions, contre 22 % à la présidentielle). Mais au second tour, ce sont 20,7 millions d'électeurs (66 % des suffrages

« La crise démocratique risque de s'aggraver dans les mois qui viennent, et de façon plus frontale en France qu'ailleurs en Europe, dès lors que le régime institutionnel y est plus fondamentalement a-démocratique. »

exprimés) qui ont voté non plus pour son programme, mais pour choisir le moindre mal face à l'extrême droite. C'est cette « majorité présidentielle négative » qui accouche de trois cent cinquante députés « godillots-marcheurs », le Parlement n'étant plus guère qu'une annexe technique de l'Elysée. C'est également ce faux-semblant de légitimité qui autorise l'exécutif à faire fi du dialogue civil (l'épisode Borloo sur les banlieues), comme du dialogue social, en mettant les organisations syndicales – toutes sensibilités confondues – sur la touche.

Les mises en scène du « grand débat »

La conjonction de cette illusion majoritaire et d'une « disruption décomplexée » à marches forcées débouche sur une réaction à la fois insaisissable et remarquablement durable. Insaisissable, puisque la représentation n'est plus vécue comme légitime et que toutes les forces politiques sont démonétisées, voire discréditées. Durable parce que les causes de la colère – inégalités sociales et territoriales, précarisation, exaltation des riches et mépris affiché des pauvres – participent du temps long, et parce que le mouvement de contestation ne se construit pas sur un agenda de négociation (limité dans le temps) mais sur un objectif de victoire, de tout ou rien.

La réponse du pouvoir a consisté à lâcher un peu de lest (le 10 décembre), sans rien concéder d'essentiel (une redistribution conséquente des richesses), puis à orchestrer un « grand débat » qui tourne, chaque semaine un peu plus, à une suite de shows présidentiels et de questionnements officiels dont l'orientation vise à conforter des issues néolibérales à la crise (quels services publics faut-il supprimer?), sans jamais aborder la question des injustices structurelles qui fondent inégalités et délégitimation du contrat républicain. L'ob-

C'est l'anomie politique, l'absence de projet politique et d'horizon d'attente qui plombe capacité et potentiel démocratique. C'est donc de la construction d'un nouveau type d'acteur collectif alliant autonomie des individus et solidarités durables que nous avons besoin, tant il reste vrai que l'avenir se construit ensemble ou se subit chacun pour soi.

jectif étant d'imposer une mise en scène où s'affronteraient les forces de « l'impatience » et celles de la raison.

Le débat est au cœur de la démocratie. Encore faut-il être au moins deux et à égalité au moins relative de statut de débattre. Il faut également que les prémisses (l'agenda, les questions) et les issues (les décisions qui en sortiraient) ne soient pas entre les mains d'un seul acteur. Et on a vu comment l'Elysée s'est imposé comme seul architecte du « grand débat », au détriment de la Commission nationale du débat public.

On comprend dès lors que la crise démocratique risque de s'aggraver dans les mois qui viennent, et de façon plus frontale en France qu'ailleurs en Europe, dès lors que le régime institutionnel y est plus fondamentalement a-démocratique – la monarchie électorale étant moins efficace que les compromis parlementaires pour « habiller » démocratiquement les oligarchies gouvernantes. C'est dans cette spirale négative qu'il faut comprendre le déploiement de la mécanique répressive dans la rue et son bilan, aussi impressionnant que catastrophique.

Reconstruire du (projet) politique

A cette aune, les débats autour des « réformes institutionnelles » semblent surréels : réduire le nombre de parlementaires, c'est-à-dire éloigner encore plus les élus des électeurs, remédierait à une crise de confiance en la représentation ? Restreindre le droit d'amendement et la navette parlementaire en échange d'un peu de représentation proportionnelle et d'un abaissement du seuil de saisine du Conseil constitutionnel par l'opposition, n'est-ce pas conforter la réduction du Parlement à un statut de contre-pouvoir essentiellement symbolique ? Tout cela prend des allures de leurre et s'avère hors de proportion avec le fossé qui

s'est creusé entre représentants et représentés.

Problème : la crise en cours n'est pas celle de l'aveuglement d'un pouvoir face à des alternatives qui seraient portées par une opposition de progrès. Aucune recette de simplisme binaire (ce qu'est le référendum, surtout en l'absence de mécanismes de « choix multiples »), ni aucune croyance aveugle dans les vertus d'une « initiative citoyenne » (car en l'absence d'agrégation des choix individuels la cacophonie ne pourra produire que des rejets réciproques en miroirs) ne remplira le vide qui affecte cruellement la société depuis des décennies. Plus que la vacuité institutionnelle, c'est l'anomie politique, l'absence de projet politique et d'horizon d'attente qui plombe capacité et potentiel démocratique. Ce n'est donc pas d'un nouveau Meccano institutionnel que nous avons besoin, mais de la construction d'un nouveau type d'acteur collectif alliant autonomie des individus et solidarités durables, tant il reste vrai que l'avenir se construit ensemble ou se subit chacun pour soi. Un tel schéma exclut la substitution aux machines disciplinantes d'antan la (vieille...) centralité d'un chef omniscient, comme on en voit surgir en Europe et en France.

Aucun discours de constitutionnaliste ne pourra dispenser les citoyens de choisir entre le rôle de « mes enfants », en demande de « contrainte » (appliquée par celui qui sait et qui les « conduit »), et celui d'adultes construisant un « commun souverain » par la mobilisation et la recherche de convergences sur l'essentiel. Sortir de la servitude exigera certainement plus qu'un accès de colère et quelques talk-shows condescendants : la reconstruction du Politique est affaire de fond et de temps. Raison de plus pour privilégier l'un et prendre l'autre – sans attendre. ●